

La Russie : réalités et perspectives économiques

mardi 19 février 2019, par [Julien VERCUEIL](#), [Laurent CHAMONTIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Julien VERCUEIL](#), [Laurent CHAMONTIN](#), **La Russie : réalités et perspectives économiques**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 février 2019.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'État a souvent joué un rôle clé dans l'économie russe. Est-ce encore le cas aujourd'hui ? La Russie est-elle toujours une économie rentière ? Quels sont les défis de la diversification ? Le refroidissement avec l'Occident depuis 2014 est-il un problème ? Les partenariats avec la Chine ou d'autres acteurs peuvent-ils s'y substituer ? Qu'en est-il de l'Union économique eurasiatique (UEE) ?

Julien Vercueil, maître de conférences de sciences économiques à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris (INALCO), apporte des réponses précises aux questions de Laurent Chamontin pour *Diploweb.com*

Laurent Chamontin (L. C.) : L'État a souvent joué un rôle clé dans l'économie russe. Est-ce encore le cas aujourd'hui ?

Julien Vercueil (J. V.) : La puissance publique pèse aujourd'hui plus que par le passé dans l'économie russe. Du côté de l'offre, c'est principalement en raison de la montée en puissance durant les années 2000 de sa présence dans les secteurs clés de l'économie que sont l'énergie, le secteur bancaire et [le complexe militaro-industriel](#). Du côté de la demande, le budget consolidé (État fédéral, sécurité sociale et budgets régionaux et locaux) recycle désormais environ le tiers du produit intérieur brut (PIB) par l'intermédiaire de la fiscalité directe et indirecte. De ce fait, les dépenses publiques soutiennent les revenus de certaines entreprises (par l'investissement et les subventions) et de très nombreux ménages (par les revenus de transfert). Une étude récente de la Banque mondiale a montré que la part des revenus des ménages provenant de la puissance publique oscillait entre 45 et 60 %, et ce quel que soit leur niveau de revenu. Cette étonnante statistique traduit l'importance des pensions publiques de retraite dans les revenus des ménages âgés, qui sont de plus en plus nombreux dans la population russe aujourd'hui.

Pour ces raisons, on pourrait croire que [l'État est en mesure de contrôler](#) l'évolution de l'économie nationale, mais ce n'est pas exactement le cas : la capacité du gouvernement et de la banque centrale à contrer les chocs venant heurter de l'extérieur la trajectoire russe a été plusieurs fois testée par le passé (2008 et 2014 pour la dernière période) et à chaque fois, elle a été prise en défaut.



Julien Vercueil, maître de conférences de sciences économiques à l'INALCO

Julien Vercueil, maître de conférences de sciences économiques à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris (INALCO), publie *La Russie : une économie politique*, Paris, Seuil, 2019.

Crédit photographique INALCO

INALCO

L. C. : La dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières est un autre trait classique de l'économie russe. En quoi cette situation fait-elle problème ? Peut-

on parler de maladie hollandaise [1] ? [La Russie est-elle toujours une économie rentière](#) ? Compte tenu des ressources et de leur exploitation, quelles sont les perspectives à 20 ans ?

J. V. : Pour répondre à vos questions de manière argumentée il faut recourir à la notion de « régime d'accumulation ». Dans l'approche en termes de régulation, le régime d'accumulation est la manière dont une économie parvient à mettre en cohérence, sur une longue période, l'accumulation de capital, les évolutions de la production et celles de la consommation. Pour le dire vite, c'est le modèle de croissance de long terme de l'économie. S'agissant de [la Russie](#), il est essentiel de parvenir à dégager le régime d'accumulation d'une économie dont les structures ont été bouleversées par sa plongée dans le grand bain capitaliste, en 1992.

Dans mon livre, je qualifie le régime d'accumulation de la Russie d'« extraverti [rentier](#) ». En effet, en moyenne de longue période, le commerce extérieur et les flux de capitaux pèsent d'un poids important dans le PIB, au regard des dimensions du pays. Mais surtout, ces flux sont fortement concentrés sur un petit nombre de produits de base (« l'espace des produits » des exportations russes est étroit), organisés autour des matières premières énergétiques, au premier rang desquels figurent le pétrole brut et le gaz naturel. C'est de cette observation que l'on peut déduire le qualificatif de « rentier » pour caractériser le régime russe d'accumulation : la rente est un revenu différentiel tiré de l'exploitation exclusive d'un actif. Elle peut être immobilière, financière, liée à une position politique, etc. Dans le cas de la Russie, l'actif générateur de rente est [le gisement d'hydrocarbures](#). Dès lors que les prix mondiaux dépassent les coûts d'exploitation et permettent à la branche de dégager l'équivalent de la rentabilité moyenne des capitaux investis dans l'économie, toute nouvelle augmentation de ces prix produit une rente du même montant. C'est cette rente qui peut être accumulée, par le secteur public s'il parvient à s'en emparer (dans ce cas les investissements consentis se dirigent vers les infrastructures, la santé, l'éducation ou bien vers des fonds de réserve, en fonction des choix politiques du gouvernement) ou par le secteur privé (qui peut en réinjecter une partie dans la modernisation de la production, dans la diversification des activités ou bien décider de les placer dans des fonds *off-shore* pour les soustraire à la fiscalité et au risque politique nationaux).

En Russie, la rente pétro-gazière a pu atteindre 15 à 35 % du PIB certaines années. Cela a bien sûr alimenté la sortie de capitaux vers l'étranger (plus de 10 % du PIB à son climax), mais cela a aussi nourri les budgets publics (jusqu'à 50 % des recettes fiscales totales en ont dépendu), qui assurent à leur tour un soutien significatif, comme on l'a vu précédemment, aux revenus des ménages. Ceci est particulièrement valable en période de croissance des prix du pétrole et lors des campagnes électorales. Le phénomène alimente aussi les importations en produits manufacturés et biens d'équipements non fabriqués sur place. On voit donc que même pour l'accumulation de capital physique, la rente joue un rôle clé car elle fournit les ressources nécessaires à l'importation d'équipements. Sans surprise, la corrélation entre les prix du pétrole et le niveau des importations est en général élevée durant les années 2000-2010, car la stabilité du taux de change du rouble a longtemps été considérée par les autorités monétaires comme une priorité, ce qui n'a pas manqué d'entraîner, en période de croissance, une surévaluation réelle du taux de change. C'est ce dernier symptôme qui est souvent associé à la « maladie hollandaise ». Je ne suis pourtant pas très enthousiaste à l'idée de plaquer cette notion sur la réalité russe, car l'essentiel des effets de la rente sont institutionnels, et non pas seulement liés au taux de change, comme le prévoit le modèle de Corden et Neary. Je préfère

employer le terme de « syndrome russe », qui associe concentration sectorielle des importations, captation d'une part significative de [la rente d'hydrocarbures](#) par l'État, et concentration des pouvoirs autour d'une coalition dominante qui organise la répartition de la rente. Les failles dans l'état de droit, la faible capacité de l'opposition politique de faire entendre sa voix et ses droits, le niveau élevé de corruption et la toute relative indépendance de la justice, sont autant de phénomènes institutionnels parties prenantes du « syndrome russe » qui dépasse largement la « maladie hollandaise », tout en produisant des effets similaires (faible productivité des secteurs exposés à la concurrence et faible innovation de ces secteurs, entre autres).

Avant de parler de perspectives à 20 ans, il faut s'accorder sur les principaux facteurs de bifurcation : quels sont les paramètres clés dont dépendent les évolutions possibles de l'économie russe sur le long terme ?

Ce sont précisément ceux qui caractérisent son régime d'accumulation : les prix du pétrole d'une part, la capacité de l'État à utiliser plus efficacement la rente d'autre part. La combinaison de ces facteurs permet d'envisager de multiples scénarios, dont voici quatre variantes :

Un premier scénario possible est celui de la *stagnation brejnévienne* : confronté à un environnement géopolitique difficile, voire hostile, le pouvoir décide de réduire le degré d'exposition de l'économie aux fluctuations de l'économie mondiale. Dans ces conditions, la capacité à importer les technologies nécessaires pour la modernisation de l'économie devient limitée, tandis que l'État intervient de manière croissante pour soutenir des secteurs et outils industriels dépassés (comme dans les mono-villes, dont l'emploi dépend à plus de 25 % d'un grand combinat industriel). En conséquence, la productivité stagne, et avec elle la croissance de long terme, même si la rente continue de fournir des ressources importantes à l'économie.

Le deuxième scénario est celui de la *grande crise du régime d'accumulation*. Les chocs négatifs sur la rente – soit par une baisse prolongée des prix du pétrole, soit par d'autres mécanismes qui empêcheraient l'économie de recycler une partie suffisante des revenus d'exportation – finissent par avoir des conséquences critiques sur l'appareil productif, qui ne pourvoit pas aux besoins de la population. Les déséquilibres extérieurs et financiers s'accumulent, engendrant une situation de crise permanente. Attisés par la concentration des richesses au plus haut niveau, les mécontentements s'expriment ouvertement et prennent un tour politique. Ils entraînent la destitution du régime politique actuel, qui s'effondre en même temps que le régime d'accumulation : on se trouverait alors dans un scénario relativement proche de celui des années 1990.

Le troisième scénario est celui de la *bonification de la rente*. Ce type de scénario est étudié actuellement par des économistes russes qui pensent qu'il est possible de surmonter les obstacles institutionnels au réinvestissement efficace de la rente des matières premières dans la modernisation de l'économie. Dans un tel scénario, les revenus pétroliers sont recyclés dans des secteurs non pétroliers, innovants, qui amorcent un cercle vertueux de sortie du régime d'accumulation actuel. En participant à la création de secteurs industriels et de services performants et profitables, le secteur pétrolier deviendrait l'agent paradoxal de la diversification de l'économie russe. Ce serait là, de toute évidence, l'une des façons de sortir par le haut de la situation actuelle.

Enfin, le quatrième scénario est celui du « *stop and go* ». La banque centrale ayant retrouvé des marges de manœuvre avec l'abandon de l'objectif de stabilité du taux de change, elle est davantage en mesure qu'auparavant de contrôler les effets de la hausse des prix du pétrole sur la compétitivité de l'économie nationale. De ce fait, la hausse des prix pétroliers continue d'exercer, comme par le passé, des effets à la fois sur le secteur extérieur (hausse des recettes d'exportations et hausse des importations et des sorties de capitaux), mais moins de tensions monétaires, ce qui exclut la répétition des chocs de change du type de celui de 2008 ou, plus significatif, de 2014. En revanche, la hausse des taux d'intérêt réels provoquée par la nécessité de lutter contre la surchauffe de l'économie finit, au bout d'un ou deux ans de croissance, par peser sur la croissance, et la Russie suit donc une trajectoire de long terme de croissance molle, faite de « *stop and go* » successifs. C'est ce dernier scénario qui a, à mes yeux, la probabilité la plus élevée de ressembler à la réalité durant les vingt ans qui viennent. Si cette version est la bonne, le régime d'accumulation extraverti rentier de la Russie ne serait pas près de s'épuiser, ce qui est somme toute logique puisqu'il est connecté aux structures de fond du capitalisme mondial.

L. C. : L'une des bases du succès chinois aura été l'importation de savoir-faire grâce à la diaspora. Quel est le mécanisme pour la Russie ? Quels sont les défis de la diversification ?

J. V. : L'idée relancée depuis 2011 de « substitution aux importations », qui a trouvé un nouvel élan après 2014 et les sanctions occidentales, consiste à trouver en interne les ressources nécessaires pour la modernisation industrielle. Cette idée est aujourd'hui contestée ou nuancée, y compris par [Vladimir Poutine](#) lui-même, sans doute en partie du fait que les autorités ont dû reconnaître que les faits sont têtus : avec la reprise de la croissance, les importations ont repris. Par ailleurs, l'avantage donné aux entreprises nationales dans les marchés publics s'est traduit par une hausse significative des coûts d'approvisionnement des administrations. Les succès de la substitution aux importations, qui restent encore à valider empiriquement à grande échelle, sont limités à certains secteurs dans lesquels les technologies étrangères ont souvent été mises à contribution, comme l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire.

L. C. : Vladimir Poutine s'est fixé comme objectif de réduire de moitié le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté d'ici 2024. Est-ce réaliste ? Quels sont les obstacles potentiels dans ce domaine ?

J. V. : Ce n'est qu'un des [objectifs fixés par Vladimir Poutine à l'occasion de sa réélection](#). Pour répondre à cette question, on peut commencer par remarquer que la dernière période de forte réduction de la pauvreté en Russie date des années 2000, une période où la croissance économique a atteint 7,9 % par an en moyenne, sur fond de multiplication par plus de dix des prix du pétrole.

Pour réduire à partir de maintenant la pauvreté dans les proportions requises, il faudra parvenir à extraire une dizaine de millions de personnes de cette situation, soit un peu plus de 1 % de la population par an. Ceci semble difficile à atteindre si la croissance n'atteint pas 3 % par an en moyenne durant les six prochaines années : durant les quelques vingt dernières années (en excluant l'année 2008, qui est une année de crise), il a fallu en moyenne 2,7 points de croissance pour faire baisser de 1 % le taux de pauvreté en Russie.

L. C. : Le refroidissement avec l'Occident depuis 2014 est-il un problème ? Les partenariats avec la Chine ou d'autres acteurs peuvent-ils s'y substituer ?

J. V. : Les crises diplomatiques à répétition avec les pays occidentaux depuis [l'annexion de la Crimée en 2014](#) sont effectivement un problème. Elles ont coupé une grande partie des entreprises et banques russes les plus importantes des courants d'échanges en dollars et ont significativement augmenté le « risque pays » russe pour les entreprises occidentales. Dans le cas de certains secteurs où la présence russe est particulièrement forte, comme l'aluminium, l'impact des sanctions n'a pas concerné que les entreprises russes, mais bien toutes les entreprises du secteur, qui se trouvait déstabilisé par l'incertitude politique. Avec la Chine, des partenariats énergétiques importants sont d'ores et déjà actés, des projets technologiques sont lancés - dans l'aéronautique civile par exemple - et d'autres suivront, dans d'autres domaines. Mais ils se feront dans les conditions largement dictées par [la Chine](#), car [le rapport de forces économique et technologique est désormais clairement en faveur de cette dernière](#). La diversification géographique des échanges de la Russie se poursuivra donc, notamment - mais pas seulement - en direction de l'Asie. Mais [l'Europe restera son partenaire principal d'un point de vue global pour longtemps encore, tout comme elle restera déterminante pour la Russie dans la plupart des domaines économiques et technologiques importants pour son développement](#).

L. C. : Qu'en est-il de l'Union économique eurasiatique (UEE) ? Comment qualifier les échanges économiques et rapports de force entre pays membres ?

J. V. : [L'UEE a été pendant un temps envisagée comme un outil majeur de la politique industrielle stratégique de Vladimir Poutine](#). Mais à la suite du conflit avec l'Ukraine qui a suivi l'annexion de la Crimée et le soulèvement des républiques du Donbass, la perspective de faire jouer cette fonction à l'UEE s'est éloignée aux yeux des dirigeants russes. De leur côté, les présidents biélorusse, kazakh, arménien et kirghize ne veulent pas d'une union à fort contenu politique, dont ils savent qu'elle deviendrait un instrument de contrainte pour eux, compte tenu de son caractère asymétrique. Ils s'intéressent davantage aux retombées économiques potentielles de l'Union sur leur développement. Mais celles-ci ne se sont pas encore concrétisées, car les pressions conservatrices et protectionnistes ont été les plus fortes, ce qui a empêché de mettre en commun les quelques leviers qui auraient pu changer la donne : politiques énergétique et financière notamment. On est donc en présence d'une union régionale formelle, disposant d'une architecture institutionnelle forte et cohérente voulue par [Vladimir Poutine](#), mais sans élan politique et avec de faibles perspectives d'élargissement et d'approfondissement.

Copyright octobre 2018-Vercueil-Chamontin/Diploweb.com

Mise en ligne initiale : 25 novembre 2018

Plus

. Julien Vercueil, *La Russie : une économie politique*, Paris, Seuil, 2019. [Acheter sur](#)

Amazon

Ce livre propose la première synthèse en français de l'évolution économique de la Russie, depuis la révolution bolchévique jusqu'au quatrième mandat de Vladimir Poutine. Il s'agit d'une « économie politique », c'est-à-dire d'une analyse des mutations économiques qui intègre les institutions, la politique et l'histoire.

L'auteur explicite le long processus d'effondrement du communisme et la façon dont cet héritage influence toujours l'économie russe. Il montre aussi pourquoi une transition vers le capitalisme inspirée par des économistes du mainstream anglo-saxon ne pouvait pas fonctionner et comment, avec le conflit ukrainien, la géopolitique complique aujourd'hui la recherche d'un modèle de croissance stable.

Julien Vercueil : Professeur de sciences économiques à l'INALCO, directeur du master « Commerce international », il codirige le séminaire « BRICS » de l'EHESS. Rédacteur en chef adjoint de la Revue de la régulation, il consacre ses travaux de recherche aux transformations économiques et institutionnelles de l'espace post-soviétique et des pays émergents.

[Acheter sur Amazon le livre de Julien Vercueil, *La Russie : une économie politique*, Paris, Seuil, 2019](#)

P.-S.

Julien Vercueil, Professeur de sciences économiques à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris (INALCO), où il enseigne l'économie des États post-soviétiques. Il publie *La Russie : une économie politique* (Paris, Seuil, 2019). Propos recueillis par Laurent Chamontin, diplômé de l'École Polytechnique, écrivain et russophone, auteur de *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe*, éd. de l'Aube, 2014 et de *Ukraine et Russie : pour comprendre*, éd. Diploweb, 2017. Il a vécu et voyagé dans le monde russe. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*.

Notes

[1] Maladie hollandaise : mécanisme par lequel un secteur exportateur fortement générateur de devises (par exemple le pétrole) conduit à amoindrir la compétitivité des autres secteurs exportateurs par le biais d'une surévaluation réelle du taux de change. Pour plus de détails : Ebrahim-Zadeh, Christine, « Dutch Disease : Too much wealth managed unwisely » <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2003/03/ebra.htm> et l'article fondateur à ce sujet : Corden, Warner Max, Neary, James Peter, « Booming sector and de-industrialisation in a small open economy », *The Economic Journal*, 92 (Dec. 1982), 825 - 848.